



## Déclaration du Comité Général de la CGT de Seine-Saint-Denis

Suite aux attentats du 13 novembre et face à la menace qui continue de peser sur le pays, il est à l'évidence nécessaire de renforcer les moyens des services en charge d'assurer la sécurité de la population. Cela passe en premier lieu par revenir sur les choix de suppression de dizaines de milliers d'emplois induits par les réformes dans les fonctions publiques, conduisant au démantèlement et la privatisation des services publics.

La prolongation de l'état d'urgence pour 3 mois et la volonté du gouvernement d'introduire dans la Constitution un « régime civil de crise » relève d'une autre logique. Ces décisions reposent implicitement sur l'idée que la démocratie est un handicap pour lutter contre le terrorisme.

Nous refusons cette logique et l'instauration d'un ordre sécuritaire conduisant à un Etat d'exception permanent et avec lui la montée de la xénophobie, du racisme, des amalgames et la remise en cause des libertés individuelles et collectives.

Les perquisitions, arrestations et assignations à résidence de militants écologistes dans le cadre de la COP21 en sont malheureusement une première illustration.

Conception de la sécurité à géométrie variable, quand dans le même temps sont autorisées les initiatives commerciales, sportives... L'état d'urgence devient une opportunité pour désarmer le mouvement social et les syndicats en interdisant rassemblements et manifestations sur la voie publique. Nous exigeons la levée sans délai de l'état d'urgence.

Les attaques contre les salariés, retraités et chômeurs se multiplient : allongement de la durée de cotisation et baisse des retraites, annonces de nouvelles régressions sur le droit du travail (code du travail, statuts, conventions collectives...), flicages et radiations des chômeurs, coupes dans l'emploi public, remise en cause de la durée du temps de travail...

Criminalisation des luttes sociales comme à Air France, EDF, Goodyear (le procureur a requis 24 mois de prison contre 8 salariés dont 12 fermes) et bien d'autres...

Menaces sur l'existence ou fermeture des Bourses du travail se multiplient tant en Seine-Saint-Denis ainsi que dans le pays, alors qu'elles sont un lieu plus que jamais nécessaire face à la précarité et à la violence des rapports sociaux dans les entreprises.

Le Comité Général de l'UD CGT 93, qui a réuni 300 délégué-e-s jeudi 3 décembre, appelle au contraire le monde du travail (salarié-e-s, retraité-e-s, privé-e-s d'emploi), à continuer à revendiquer et à défendre ses intérêts par tous les moyens qu'il juge utile. Pas plus qu'il n'y a de trêve dans les attaques contre les salariés, il ne saurait y avoir de trêve dans l'action syndicale et pour le progrès social. C'est le message délivré par les 2 000 manifestants rassemblés hier devant le TGI de Bobigny en soutien au 5 d'Air France et pour l'arrêt de la casse sociale. Nous appelons à la mobilisation pour la réintégration des salariés d'Air France et l'arrêt des poursuites et des sanctions. Nous serons encore présents à l'audience du 27 mai 2016.

Le Comité Général de l'UD CGT 93 s'inscrit totalement dans la déclaration du CCN du 18 novembre, dans l'appel unitaire « nous ne céderons pas » de plus de 70 syndicats et associations pour la défense des libertés et le vivre ensemble ainsi que dans la déclaration des organisations de jeunesse.

Le Comité Général de l'UD CGT 93 invite tous les militants et militantes de Seine-Saint-Denis à aller à la rencontre des salariés en se saisissant de la consultation confédérale et de créer les conditions de la mobilisation la plus large.

Plus que jamais nous devons combattre les logiques guerrières et mettre en avant les valeurs du syndicalisme CGT : le progrès social, le vivre ensemble, la paix, l'amitié et la solidarité entre les peuples.

Adopté à l'unanimité moins 3 abstentions - Bobigny, le 3 décembre 2015.

